

Roberto SANI

Storia dell'educazione e delle istituzioni scolastiche nell'Italia moderna

Milan, Franco Angeli, 2015, 360 p.

L'étude des programmes et des méthodes d'enseignement de l'école humaniste en Italie montre toute l'importance de Vittorino da Feltre. Il fut appelé à Mantoue en 1423 par Jean-François de Gonzague pour servir de précepteur à ses enfants. Il créa l'«école parfaite» qu'il avait déjà tenté de réaliser à Venise et à Padoue. Avec la littérature grecque et latine, la philosophie et les mathématiques, on y enseignait les sciences les plus diverses, de la musique à la lutte, en passant par la danse, la natation, l'équitation et la course à pied. Dans cette « Abbaye de Thélème », les riches payaient pour les pauvres. Roberto Sani sort

de l'oubli l'humaniste Guarino Guarini, un proche de Vittorino da Feltre qui avait étudié le grec à Constantinople auprès de Manuel Chrysoloras avant d'enseigner à Florence, Venise et Vérone ; mais c'est à Ferrare que Guarini créa une école de grande réputation. On doit à cet helléniste entre autres ouvrages ses « *Regulae grammaticales* » de 1487. L'auteur insiste également sur l'œuvre d'éducation de Gasparino Barzizza (1359- 1431) qui créa à Padoue le premier collège répondant en Italie aux caractéristiques des écoles humanistes. Tout en demeurant un phénomène essentiellement élitiste, aux dimensions limitées, les écoles humanistes exercèrent une profonde influence sur le renouveau de l'éducation dans la péninsule. Elles marquèrent leur époque de leur empreinte, modelant un type d'homme en fonction d'un idéal. À ce titre, elles formèrent des princes aussi bien que des femmes d'exception ou de hardis condottieri.

Le renouveau ecclésiastique et l'éducation chrétienne du XVI^e siècle naquirent des décrets du Concile de Trente ; mais l'impulsion décisive de la réforme ne fut pas donnée par la papauté. Elle vint plutôt d'ordres religieux missionnaires et de quelques évêques qui appliquèrent le modèle pastoral tridentin dans leur diocèse. L'ampleur de l'œuvre de rénovation de la vie religieuse accomplie par Charles Borromée a fait l'objet d'études récentes s'attachant au contrôle des comportements dans une société confessionnelle. Les initiatives pastorales se multiplièrent à Milan pendant cette période: pèlerinages, pénitences, remerciements, prières collectives. La dimension religieuse tendait à englober toutes les manifestations de la vie quotidienne. La communauté des chrétiens se réunissait dans la ferveur des rites, des processions et des prières qui changeaient le visage de la cité. La pastorale de Charles Borromée s'étendait à toutes les activités quotidiennes dans l'action liturgique, depuis les Fraternités jusqu'aux maîtres de boutiques. L'auteur étudie ensuite les institutions scolaires des congrégations et des ordres religieux aux XVI^e et XVII^e siècles qui représentaient l'une des manifestations les plus significatives de la Contre-Réforme. Les décrets tridentins avaient prévu que la réforme de l'Église serait le domaine du ministère pastoral du clergé paroissial ; mais l'insuffisance du personnel ecclésiastique diocésain fut compensée par des ordres religieux qui assurèrent le succès de la Contre-Réforme en Italie. À partir du XVII^e siècle, les collèges de jésuites devinrent le lieu privilégié de la formation des classes aisées. Leur enseignement reposait sur la grammaire rhétorique, la philosophie, les mathématiques et la théologie, ces matières englobant des études de droit civil et ecclésiastique. En outre, des disciplines « chevaleresques » alliaient l'escrime à l'architecture militaire, la danse à l'équitation, la géographie aux langues étrangères. Les écoles de la Contre-Réforme privilégiaient le modèle élitiste des Jésuites, abandonnant à des maîtres privés le soin d'alphabétiser le peuple. Toutefois, les Frères des Écoles chrétiennes permirent l'émergence d'un nouveau modèle d'enseignement primaire possédant des caractéristiques didactiques propres et des programmes spécifiques. L'Église accordait d'ailleurs une grande importance à l'éducation des nouvelles générations comme en témoigne la diffusion du catéchisme et de l'alphabet dans les Écoles de la Doctrine Chrétienne des XVII^e et XVIII^e siècles. La Contre-Réforme entendait faire naître une nouvelle conception de l'expérience religieuse dans la vie des individus et des communautés. La foi n'était plus une adhésion à ce que croyait l'Église, mais une connaissance individuelle. Dans ce sens, l'action des Écoles de la Doctrine Chrétienne ne se limitait pas au niveau intellectuel. Le catéchisme s'adressait à l'ensemble de la population et contribuait non seulement au renouveau des consciences, mais aussi à la réforme des mœurs.

L'exemple romain montre l'augmentation de la demande d'instruction dans les grands centres urbains de la péninsule aux XVII^e et XVIII^e siècles, liée à la croissance démographique et au développement économique ; mais elle était aussi encouragée par l'Église, soucieuse d'une alphabétisation capable de favoriser l'endoctrinement des masses populaires. Dans les écoles primaires masculines, les élèves étaient encore répartis en groupes homogènes, le maître se déplaçant de l'un à l'autre. La création des classes distinctes fut l'une des grandes innovations des congrégations religieuses. L'enseignement de la lecture, distinct de celui de l'écriture, suivait la méthode syllabique ; celui de l'arithmétique avait recours à l'abaque. L'apprentissage de la grammaire latine se faisait dans la lecture des prières (Pater Noster, Ave Maria). Il s'achevait avec les « *Disticha Catonis* », recueil de préceptes attribués à Caton-le-Censeur. Pour

la lecture, le maître utilisait des livres à caractère hagiographique rédigés en langue vulgaire.

Les Lumières s'étaient répandues de façon inégale dans l'Italie du XVIII^e siècle. Les principautés dominées par les Habsbourg avaient connu les expériences du despotisme éclairé de Marie-Thérèse et de Joseph II. En Lombardie autrichienne, le développement de l'industrie du coton, le Droit Pénal et l'économie politique rénovés par Beccaria, sonnaient le réveil des élites, et le Milanais devenait la région la plus riche de la péninsule. Dans le duché de Parme, le ministre français François Du Tillot menait une politique religieuse josphiste, multipliait les manufactures, créait des écoles et l'université où enseignait Spallanzani. À Plaisance, le collègue Alberoni, influencé par la philosophie sensualiste de Condillac, formait des patriotes comme Melchior Gioia ou Gian Domenico Romagnosi. En Toscane, le grand-duc Leopold améliorait le sort des paysans par les réformes éclairées du physiocrate Pompeo Neri et tirait profit de l'activité commerciale du port de Livourne, en passe de supplanter celui de Gênes. Il imposait la domination de l'État sur l'Église en soutenant l'évêque janséniste de Pistoia, Scipione De Ricci. Le Piémont organisait le rachat collectif des redevances seigneuriales par les communes rurales et le Royaume de Naples connaissait les Lumières de Vico et de Filangieri. Des penseurs hérétiques comme Giambattista Vasco ou Pietro Giannone exerçaient une influence considérable sur l'opinion libérale. Les réformes des princes avaient donc modernisé les États italiens. Certes, beaucoup d'entre elles avaient été accueillies avec méfiance par les populations parce qu'elles bouleversaient les usages et les traditions. La conscience nationale n'en était pas moins en gestation et une Italie plus vivante apparaissait dans les écrits de Vico, Muratori, Giannone ou Genovesi. Vittorio Alfieri fut l'annonciateur de la nouvelle Italie.

La réorganisation des études dans les États de la péninsule au XVIII^e siècle ne se limita pas à l'application de théories pédagogiques. L'auteur montre qu'elle fut aussi la conséquence de l'esprit nouveau de l'époque. Le cycle des réformes scolaires du Piémont s'acheva en 1772, le système d'instruction du Royaume se maintenant jusqu'à la loi Boncompagni de 1848. Il permit la modernisation des programmes d'enseignement et favorisa l'évolution culturelle de la société piémontaise. À Naples, la pensée pédagogique de Vico et de Genovesi portait ses premiers fruits avec l'affirmation du principe d'une instruction primaire publique et gratuite. Les Bourbons procédèrent à des réformes dans l'enseignement qui était jusque-là entre les mains de l'Église. Le ministre Bernardo Tanucci pratiqua en despote éclairé une politique anti-cléricale supprimant les privilèges des congrégations religieuses. Il confia à l'économiste Antonio Genovesi l'élaboration d'un plan de réorganisation du système scolaire inspiré des Lumières napolitaines qui ne fut jamais appliqué. Après l'expulsion des Jésuites (1767), certains de leurs collèges furent confiés à d'autres ordres religieux, aux pères Somasques en particulier, d'autres étant laïcisés. De nouvelles écoles primaires s'ouvrirent dans la région de Naples, avec des maîtres choisis par concours. Dans le duché de Parme, l'expulsion des Jésuites fut l'occasion d'une réforme scolaire de grande ampleur. La « *Costituzione* » de Paolo Maria Paciandi accrut l'influence de l'État dans l'enseignement. En Toscane, l'absolutisme éclairé du grand-duc Léopold s'étendit principalement à l'administration et à la Justice. Mais un projet de réforme scolaire d'Antonio Mormoray confiant l'enseignement aux Frères des Écoles chrétiennes et aux pères barnabites se heurta à l'opposition de l'Église. Une série de réformes aboutit pourtant à partir de 1778 à la création d'écoles normales primaires et d'établissements scolaires féminins.

Le mouvement réformateur fut lancé en Lombardie autrichienne par Gian Luca Pallavicini avec une modernisation économique et administrative ; mais il suivit un cours nouveau avec Carlo di Firmian. Une réforme universitaire accrut le contrôle de la puissance publique et diversifia les facultés (Théologie, Droit, Médecine et Philosophie). Le « *Piano scientifico* » de 1773 fit triompher l'empirisme dans la philosophie théorique et la méthode expérimentale dans les sciences physiques. Enfin, les réformes josphistes créèrent un climat propice à la diffusion de nouvelles méthodes didactiques. Le « *Compendio del metodo delle scuole normali* » du père somasque Francesco Soave en devint le principal instrument dans la péninsule.

L'occupation française permit la création en Italie des « républiques jacobines » (1796- 1799) dotées de constitutions. Celle de Bologne confiait la direction de l'Instruction publique à une Députation nommée par le Corps législatif et ne concédait la citoyenneté qu'aux personnes alphabétisées. Les constitutions des républiques cisalpine et ligurie prévoyaient l'ouverture d'écoles primaires gratuites pour les filles et les garçons. Le plan du mathématicien Gian Battista Venturi fut présenté en 1798 au nom de la commission de l'Instruction publique de la Cisalpine. Il n'eut pas de suite car il visait la laïcisation et le renouveau des universités plus que la diffusion de l'enseignement primaire. Membre du gouvernement provisoire de la République parthénopeenne, le philosophe et juriste Mario Pagano rédigea un rapport qui insistait sur la nécessité d'une éducation civique et morale du peuple. Il s'agissait aussi d'introduire la pensée juridique et pédagogique des Lumières napolitaines dans la constitution de la République. Le projet destiné aux écoles primaires de la République romaine rédigé par le mathématicien Gioacchino Pessuti étendait aux adultes la fonction éducative de ces établissements. La réforme des études supérieures d'empreinte laïque accordait une place prépondérante à l'École Polytechnique Centrale de Rome avec des études de Droit, Lettres, Mathématiques, Médecine et Philosophie.

L'auteur étudie enfin les projets de réforme scolaire dans l'Italie napoléonienne (1802-1814). La loi du 4 septembre 1802 du Royaume d'Italie permit la diffusion des écoles primaires en Lombardie. L'enseignement secondaire reçut une impulsion décisive. Des lycées avec internats furent créés sur le modèle français, les enseignants étant pour la plupart d'anciens ecclésiastiques. Un collège pour jeunes filles fut même fondé à Milan (19 septembre 1808) avec des maîtresses laïques, et il surviva aux bouleversements de 1814. Le cursus traditionnel (Grammaire, Humanités et Rhétorique) s'enrichit de disciplines nouvelles en Philosophie et en Droit. Les lycées devaient être le vivier des futurs fonctionnaires des administrations des États de la péninsule. Les universités furent réduites à trois (Pavie, Bologne et Padoue), étroitement assujetties à l'État qui nommait les professeurs. Les étudiants étaient soumis à une discipline militaire stricte. La réorganisation du système scolaire du Royaume d'Italie entra dans sa phase décisive à partir de 1809 avec la nomination de Giovanni Scopoli à la Direction générale de l'Instruction publique ; mais ses efforts pour rénover l'enseignement primaire afin de donner une nouvelle impulsion à la scolarisation des classes populaires furent contrariés par l'évolution conservatrice du Royaume. L'enseignement primaire resta médiocre. En 1807, 43 000 enfants seulement étaient scolarisés sur une population de 6 millions d'habitants. Dans le Royaume de Naples, le ministre de l'Intérieur de Joseph Bonaparte, André-François Miot, voulut lutter contre l'analphabétisme ; mais le rapport sur « *L'Ordinamento delle scuole nel Regno di Napoli* » de Vincenzo Cuoco, ministre du Trésor de Murat, ne fut jamais appliqué parce qu'il s'éloignait trop du système scolaire français. Cependant, le décret du 15 septembre 1810 introduisit l'obligation scolaire dans le Royaume. Le décret organique du 29 novembre 1811 donna enfin au cursus des gymnases (premier cycle de l'enseignement secondaire) un caractère humaniste et introduisit dans les lycées des disciplines scientifiques afin de préparer à la formation de spécialistes dans les secteurs littéraire, juridique, médical et scientifique. Dans les départements italiens de l'Empire français, l'enseignement public reçut une impulsion nouvelle. Une école primaire populaire et un noyau de maîtres compétents firent leur apparition au Piémont. Par contre, la réorganisation de l'enseignement public se heurta à Rome à l'opposition des structures ecclésiastiques, des administrations locales et des enseignants eux-mêmes. L'auteur conclut sur l'influence indéniable des réformes scolaires de l'Italie napoléonienne sur la mentalité du peuple italien. En fait, celle-ci fut surtout sensible au niveau de la bourgeoisie, le peuple restant à l'écart.

L'ouvrage de Roberto Sani dépasse les analyses théoriques classiques pour étudier le rapport entre les doctrines pédagogiques et leur environnement économique et social. Il y parvient en rapprochant une série de traités d'éducateurs italiens du xv^e au xix^e siècle publiés en première partie du livre avec l'évolution des structures politiques et administratives qui conduisit les États italiens de l'absolutisme monarchique à la phase révolutionnaire et napoléonienne.

Michel Ostenc